Br-B. 1919

Publications des « TEMPS NOUVEAUX » — N° 69

SOCIALISME ET SYNDICALISME

10 centimes

PAR

M. PIERROT

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

Aux Bureaux des « TEMPS NOUVEAUX », 4, rue Broca, Paris

1913

Groupe de Propagande par la Brochure

La propagande par la Brochure est une des meilleures propagandes si on peut la faire avec suite.

Le Révolté, *La Révolte*, *Les Temps Nouveaux* s'y sont employés de leur mieux. A l'heure actuelle, plus de 80 brochures diverses, dont les différents tirages réunis, dépassent un million d'exemplaires, ont été lancées par eux.

Malheureusement, les fonds manquent pour pouvoir en imprimer plus souvent de nouvelles, ou réimprimer, lorsque c'est nécessaire, celles qui sont épuisées.

Il s'agit donc de trouver **500** souscripteurs s'engageant à verser chacun **12** fr. par an. Nous serions alors en mesure d'imprimer chaque mois — ou de réimprimer parmi celles épuisées — une nouvelle brochure de **0** fr. **10** ou deux de **0** fr. **05**.

Par contre, voici les avantages que nous offrons aux souscripteurs :

1° A chaque tirage, il leur sera expédié autant d'exemplaires que le comportera le montant de leur souscription calculé avec une remise de 40 0/0, frais d'envoi déduits

Ce qui leur permettra de s'employer à la propagande, en faisant circuler les brochures parmi ceux qu'ils connaissent, soit en les distribuant eux-mêmes, soit par la poste lorsqu'ils ne voudront pas faire savoir qu'ils s'intéressent à la propagande;

2° A chaque souscripteur qui sera libéré de sa souscription, il sera envoyé une lithographie spécialement tirée pour les souscripteurs.

Cette lithographie qui sera demandée à l'un des artistes qui ont déjà donné au journal, ne sera pas mise en vente et vaudra à elle seule, largement, le prix de souscription ;

3° A ceux qui souscriront **15** francs par an, il sera expédié un nombre de brochures dont le montant égalera celui de la souscription, calculé, toujours avec une remise de 40 0[0, plus une eau-forte qui, elle aussi, sera tirée spécialement pour eux, et non mise dans le commerce.

Ceux qui savent le prix d'une eau-forte artistique apprécieront le cadeau que nous leur offrons ;

4° A ceux qui souscriront au-dessus de **15** francs, il sera fait cadeau de la lithographie et de l'eau-forte.

Au camarade qui nous trouvera **10** souscripteurs, il sera fait cadeau de la lithographie. — Celui qui en trouvera **20**, recevra l'eau-forte.

Les souscriptions peuvent être versées par fractions mensuelles ou trimestrielles, etc., au gré des souscripteurs.

A ceux qui s'engageront mensuellement et qui ne se libéreraient pas de leur promesse, il sera, à la fin du trimestre, adressé un remboursement pour les 3 mois.

Adresser les souscriptions au camarade Ch. BENOIT,
3, rue Bérite, PARIS.

N.-B. — En discutant avec des camarades, il est facile de leur glisser une brochure, et de leur arracher deux sous. Les souscripteurs pourront ainsi récupérer le montant de leur souscription, et augmenter leur propagande.

Brochures à l'étude : *Origines et morale du Christianisme*, de Letourneau. — *La République des financiers*, de Delaisi — *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, de Kropotkine. — *La Morale anarchiste*, de Kropotkine, etc., etc.

Publications des « TEMPS NOUVEAUX » — N° 69

M. PIERROT

Syndicalisme ET Socialisme

Prix : 0 fr. 10

1er Tirage, 10,000 Exemplaires.

PARIS
LES TEMPS NOUVEAUX
4, Rue Broca, 4

1913

SYNDICALISME ET SOCIALISME

Le syndicalisme eut, en France, une poussée vigoureuse dans les années qui précédèrent 1906. Cette poussée coïncidait, d'ailleurs, avec une prospérité économique générale et notamment avec le développement rapide de la métallurgie. L'idéalisme révolutionnaire, qui animait la petite minorité groupée dans les syndicats, avait donné élan et force au mouvement de revendications matérielles et morales.

Après 1906 un tassement se produisit. La période de grande prospérité économique était passée; la lutte ouvrière devint plus pénible; certains avantages matériels s'évanouissaient d'eux-mêmes, d'autres étaient repris par les patrons, sans que les travailleurs pussent opposer, à cause du chômage, une défensive efficace. A peu près seuls, les syndicats du bâtiment, favorisés par les conditions de leur industrie, conservaient une allure combative.

Arrivent les années 1912 et 1913, la guerre des Balkans, la tension diplomatique, la stagnation des affaires. La dépression économique retentit sur la vie ouvrière. Le recrutement syndical fléchit. La propagande pour l'action devient difficile.

Le succès avait attiré aux syndicats une foule d'adhérents, venus pour profiter d'avantages matériels et immédiats. Leur mentalité était bien différente de celle des anciens militants, animés d'idéalisme révolutionnaire plutôt que préoccupés de réalisations pratiques.

Voilà que la crise arrive et, avec elle, le découragement. La grande masse n'est pas soutenue par des aspirations idéalistes d'émancipation. Cet idéal lui paraît un article de luxe dont elle n'a pas souci. Elle tient prisonniers les fonctionnaires syndicaux auxquels elle réclame le mieux-être immédiat, à peu près comme les

électeurs s'adressent à leurs députés, pour que ceux-ci agissent à leur place.

Les secrétaires des fédérations syndicales, sinon tous, du moins certains des plus importants, ne veulent pas perdre leurs troupes; c'est leur grande préoccupation. Ils mettent la crise sur le compte de l'agitation révolutionnaire et de la propagande anarchiste qui troublent l'organisation et empêchent le travail pratique. Ils abandonnent le révolutionnarisme qui effarouche toujours les majorités, pour un néo-réformisme, mieux adapté à la mentalité de leurs cotisants.

A la *Conférence confédérale*, tenue en juillet 1913, ils ont déclaré qu'il était temps de revenir à la besogne corporative (opposée à l'action sociale). L'émotion causée par ces déclarations fut mise à profit par les socialistes et en particulier par Jaurès (voir *l'Humanité* du 3 septembre 1913 et numéros suivants) pour tâcher d'amener un rapprochement entre les organisations syndicales et le parti unifié.

***

Commençons par nous rendre compte du point de vue socialiste.

Le citoyen Jaurès s'efforce de rallier au Parti socialiste unifié la Confédération Générale du Travail. Il n'agit pas avec la brutalité des guesdistes. Son but n'est point que le syndicalisme fasse acte de soumission et de vassalité au parti politique. Jaurès est plus habile. Il ménage la susceptibilité des militants ouvriers; il fait davantage : il flatte leur vanité, sans en avoir l'air.

Le syndicalisme sera indépendant du parti socialiste; mais il y aura entente permanente.. Les deux marcheront vers les mêmes fins, vers un socialisme d'Etat. D'un côté, les politiciens protègeront et faciliteront l'évolution vers l'étatisme, en adaptant en institutions sociales, légiférées par le Parlement, les réformes réclamées par la classe ouvrière. De l'autre, les fonctionnaires syndicaux conduiront dans la voie de ces réformes, vers des réalisations pratiques, les aspirations des travailleurs. Ce

sont les fonctionnaires qui auront l'initiative de la besogne ; ce sont les politiciens qui l'achèveront.

Jaurès ne fait pas fi du vieux révolutionnarisme, ni même de la grève générale. Ils serviront d'épouvantail pour faire peur aux plus réactionnaires de la classe bourgeoise et pour enlever les dernières résistances. Mais ils ne seront que de simples accessoires de théâtre, sans qu'il y ait besoin de rien bouleverser.

Ainsi de réformes en réformes, de lois en lois, nous arriverons insensiblement, sous la direction des chefs politiques et syndicaux, à un régime socialiste.

Je n'ai pas besoin de dire que ce *socialisme autoritaire* est aux antipodes du communisme anarchiste. Le peuple n'aurait fait que changer de maîtres.

Voyons donc comment Jaurès conduit ses travaux d'approche pour envelopper, sinon la classe ouvrière, tout au moins le bureau confédéral.

Il se garde bien de parler de crise syndicaliste. Il se sert d'une longue citation du *Times* pour que la question se trouve posée, sans qu'il ait besoin de le faire. Puis, avec des ménagements infinis, il se hasarde à insinuer que les déclarations des militants syndicaux sont dépourvues de clarté, malgré le « style trop savant » dont ils abusent.

Je suis du même avis. Leurs injures sont aussi difficiles à démêler que la grandiloquence de leur manifeste. (1) La lecture de ce document littéraire ne m'a donné que l'impression du vide parfait. Les fonctionnaires syndicaux y ont entassé de grandes phrases pour ne rien dire. J'ai été confirmé dans mon opinion, en constatant par la suite que Jaurès et Hervé en tirent des déductions en faveur de leur thèse, tandis qu'il reçoit l'approbation anarchiste de notre ami André Girard. C'est la meilleure preuve qu'on en tire tout ce qu'on veut.

Jaurès entreprend la défense des pauvres fonctionnaires, accusés de reculade. Ils ont dit qu'il fallait se

---

(1) Manifeste publié dans *la Bataille Syndicaliste* du 27 août 1913 et signé par 22 fonctionnaires syndicaux.

préoccuper davantage des intérêts corporatifs. Ils ont simplement, dit Jaurès, employé une expression inexacte; mais ils n'en continuent pas moins à faire œuvre de transformation sociale. Et Jaurès fait une subtile distinction entre le corporatisme qui ne s'occuperait à proprement parler que des intérêts de chaque corporation prise isolément, et le syndicalisme qui consisterait dans un réformisme économique général.

Je suis encore du même avis. Qu'on change ou non les étiquettes des choses, la conception actuelle des fonctionnaires syndicaux aboutit, en effet, au réformisme pur et simple. Ils cherchent à masquer ce réformisme sous un verbalisme révolutionnaire, ce qui ne fait pas peur à Jaurès, car il sait bien que c'est là de la phraséologie.

Rien n'empêche donc l'accord, que désire Jaurès, entre le réformisme politique et le réformisme syndical.

Je dirai plus : si un syndicalisme idéaliste et révolutionnaire est forcément indépendant de tout parti politique, puisqu'il a l'ambition de briser les formes étatistes, un syndicalisme réformiste, au contraire, ne peut vivre qu'avec l'appui d'un parti politique qui soutienne ses revendications et leur fasse donner force de lois, en consolidant l'armature étatiste de la société actuelle.

Et nous voici amenés à la critique du réformisme.

Pour Jaurès, comme pour beaucoup de militants syndicaux, l'émancipation du prolétariat se fera peu à peu au moyen « d'une série d'institutions progressives ». Jaurès entend réaliser « progressivement » par les réformes et les lois l'idéal socialiste.

Cet idéal socialiste se présente toujours comme un Etat : « Par ses Fédérations d'industrie et ses Unions départementales, dit-il, le syndicalisme commence à préparer la chaîne et la trame de l'organisation sociale de la production. » Ainsi Jaurès, pour mieux flatter les chefs syndicaux, leur concède l'organisation de la société future. Cela ne lui coûte pas grand'chose.

Pour nous, au contraire, les revendications ouvrières ne sont qu'une action de *défense* contre l'exploitation

capitaliste, et n'ont pour bénéfice que de faire l'éducation des prolétaires et les habituer à l'action.

Cette action, sans cesse renouvelée par le besoin impérieux de sauvegarder l'existence journalière, met les salariés en face des patrons, leur fait connaître le sentiment de la solidarité, et d'une solidarité de plus en plus générale, leur démontre la fausseté de la philanthropie et des formules démocratiques, et facilite l'éclosion et le développement des aspirations révolutionnaires.

L'action économique, et par là j'entends *les grèves*, a renforcé l'entr'aide chez les travailleurs. Action et entr'aide ont facilité la propagande ; elles ont eu pour conséquence la création de groupes ouvriers de résistance, puis de toute une organisation syndicale.

La défense ouvrière en a été encouragée, et les conditions de vie pour les travailleurs ont pu être moins précaires dans certaines corporations, concurremment d'ailleurs avec le développement et la prospérité de l'industrie correspondante.

Mais jamais cette action, restant sur le terrain des conditions sociales actuelles, ne peut saper les bénéfices des patrons et faire disparaître l'exploitation des possesseurs. Ceux-ci, même en cédant en apparence, n'ont qu'à élever le prix de leurs marchandises ou de leurs loyers, pour retrouver leur équilibre.

Des faillites partielles, si elles se produisaient, ne prouveraient rien contre cette règle générale : elles ne profitent qu'aux rivaux plus riches et non aux ouvriers.

De transformation sociale il n'y a donc pas à parler. Les salariés restent salariés avec toutes les conséquences de la servitude ; les patrons restent patrons avec tous les avantages, les privilèges et les abus de l'autorité.

Les réformes ont simplement pour conséquence de renforcer l'Etat (exemple : Australie, Nouvelle-Zélande), et l'avantage fallacieux qu'elles semblent procurer est, en réalité, payé par toute la masse ouvrière et par elle seule. *Elles établissent une sorte d'équilibre au bénéfice de la paix sociale.*

C'est à quoi aboutissent les réformes les plus audacieuses des socialistes. Si leur programme était réalisé, il consoliderait les privilèges en assurant à l'armée,

obéissante des travailleurs, la pitance journalière, des soins gratuits (dont le bureau de bienfaisance peut donner une idée approximative) et une retraite pour les vieux jours des survivants.

L'action syndicale, au jour le jour, n'a pas de meilleures espérances. Les améliorations sont précaires, et dépendent en grande partie de la prospérité de l'industrie.

Si une branche de la production se développe, le besoin de main-d'œuvre oblige les patrons à relever les salaires. Les fonctionnaires syndicaux, qui sont en place à ce moment, s'en attribuent tout le mérite. Je ne dis pas cependant que la propagande des militants soit sans efficacité.

L'effort pour le relèvement des salaires existe; il suit l'élévation du coût de la vie. Lorsque les salaires ont augmenté successivement dans diverses corporations, le besoin de vivre force les autres, celles dont les salaires sont restés immobiles, à réclamer un peu plus. Un nouvel équilibre se rétablit à chaque instant.

L'action syndicale se heurte à la résistance patronale. Or, cette résistance est fuyante et insaisissable. On est bien arrivé à avoir un peu plus de liberté dans les mouvements. Encore faut-il lutter pour conserver cette liberté relative. Mais il est impossible de dépasser une certaine limite dans l'amélioration matérielle, en vertu du fonctionnement de l'équilibre économique.

On a beau recruter un nombre plus considérable d'adhérents, le résultat ne peut pas changer. Il ne pourrait changer qu'avec une révolution sociale.

Or, la foule des adhérents ne vient aux syndicats que dans l'espoir de jouir des avantages acquis. Le jaune le plus plat désire, comme tout autre, un salaire plus élevé et une vie moins dure. Il sait aussi qu'un salaire plus élevé est difficile à obtenir individuellement. Il profitera de l'élévation de tarif obtenu par une action collective.

La question des intérêts immédiats domine cette foule. Plus il y a d'adhérents et plus les préoccupations réformistes l'emportent. L'élévation des salaires est la question primordiale. La propagande révolutionnaire appa-

raît dans les assemblées générales comme un acte inconsidéré. Cela ne fait pas partie de l'ordre du jour consacré aux affaires courantes. Le malheureux propagandiste est regardé comme un gêneur.

Telle est la mentalité des syndicats à gros effectifs, si la grève ne vient pas secouer l'apathie générale et réveiller l'esprit de révolte.

Mais les fonctionnaires syndicaux aiment de moins en moins les grèves. Elles démolissent souvent les gros effectifs et peuvent ruiner la rentrée des cotisations.

C'est que les militants syndicaux sont devenus de plus en plus stables ; ils sont des *professionnels*.

A recommencer les mêmes efforts, beaucoup se sont découragés. La révolution paraît s'éloigner comme un mirage. Faute d'idéalisme suffisant, ils se rejettent sur les réalisations pratiques.

Les fameuses institutions syndicales ne sont que des services de mutualité. C'est là une œuvre de repos pour les fonctionnaires assagis et fatigués.

Je ne nie pas que ces services de mutualité puissent venir en aide à certaines catégories d'ouvriers, surtout d'ouvriers privilégiés. Mais cela n'a rien à voir avec une transformation sociale ; c'est plutôt un moyen d'adaptation.

Cette œuvre fait illusion à la masse ; elle lui fait prendre patience. Pour qu'elle soit possible, il faut d'ailleurs une masse compacte.

Les fonctionnaires syndicaux travaillent à constituer cette masse compacte, comme les politiciens socialistes courent après la majorité compacte.

Ils appellent cela organiser.

Ils se mettent avec ardeur à administrer. Ils appellent cela faire de l'action.

L'exploitation capitaliste ne s'en porte pas plus mal.

***

Certes, ce n'est pas à nous, anarchistes, d'exiger de la classe ouvrière des révoltes continuelles.

Nous savons, d'ailleurs, que ces révoltes ne donneront

jamais que des résultats précaires et temporaires, souvent au prix de souffrances très grandes. A chaque instant, l'effort doit être recommencé.

De même les grèves, dirigées contre les abus de pouvoir commis par le gouvernement, ne peuvent pas faire disparaître la cause du mal. Les abus de pouvoir se reproduisent fatalement.

Les unes et les autres (économiques et politiques) sont, cependant, nécessaires pour la défense de la vie matérielle et de la vie morale. Elles sont un encouragement contre la veulerie et la résignation. Elles marquent l'existence et le progrès d'un esprit de révolte.

C'est aux intéressés de décider leur action. Les plus enthousiastes donnent l'exemple. Mais il ne faut pas que les hésitations, la lenteur ou même l'apathie de la masse nous conduisent au découragement et, qui pis est, au mépris de la foule. L'impatience et l'ardeur de certains camarades les empêchent de comparer l'effort pénible à accomplir (serait-ce dans la moindre grève) avec les maigres avantages à recueillir. Ils s'indignent trop facilement contre de pauvres gens habitués à la peur et à la misère, souvent chargés de famille, et hésitant devant la terrible incertitude du lendemain.

Notre œuvre est toute de patiente éducation. Nous dégageons les besoins matériels et moraux des hommes. Notre propagande vient aider les travailleurs à comprendre mieux les exigences de la vie, les encourager à vouloir plus d'indépendance et de dignité, et leur donner l'audace des plus grandes aspirations et l'espérance d'une transformation sociale.

Le résultat de cette propagande est de saper la résignation, de rendre moins supportables les conditions actuelles, de créer des revendications qui heurtent et dépassent les conventions et le cadre de la société capitaliste, par conséquent de multiplier les grèves et les révoltes — indices d'un sourd travail de mécontentement contre l'état de choses.

Nous nous efforçons de généraliser cette mentalité de révolte, de façon à diminuer l'esprit de discipline et de rendre de plus en plus difficile l'exercice de l'autorité et du gouvernement jusqu'à la crise révolutionnaire finale.

Tel était à peu près le rôle des militants syndicaux tant que l'organisation ouvrière s'en tint aux unions de syndicats dans les Bourses du travail, suivant la conception de Pelloutier.

Mais avec la naissance et le développement des grandes fédérations d'industrie, la besogne d'*administration* devint presque toute la raison d'être des secrétaires fédéraux. Ils prirent de l'importance, grâce à une centralisation qui s'établit insensiblement.

On a établi les fédérations d'industrie pour les confronter avec les grandes organisations patronales, pour faire contrepoids à la pression exercée par ces dernières sur les syndicats isolés ou sur les fédérations de métier.

De cette façon, on empêche la tyrannie patronale d'écraser en détail les forces ouvrières ; on oblige les industriels à réfléchir et à mettre en balance leur bon plaisir avec la menace d'une grève généralisée.

Cette solidarité dans la *défense* ne change rien aux rapports sociaux, mais elle sert à limiter les risques pour chaque syndicat en particulier ; *elle nivelle* les conditions de travail à un taux consenti, pour ainsi dire, tacitement.

Mais les avantages des fédérations d'industrie sont peut-être illusoires. En tout cas, ils ont une contre-partie dangereuse, surtout lorsqu'un bureau central, composé de fonctionnaires presque inamovibles, entrave par son autorité et son inaction l'éducation révolutionnaire de la masse.

En effet, si la fédération peut apporter *théoriquement* la force de son poids dans les conflits particuliers, la pratique est plus difficile à mettre à exécution.

La fédération se borne le plus souvent à une menace. Elle recule, ou plutôt le bureau fédéral recule devant *le risque* d'engager l'action et de compromettre pour des avantages partiels ou particuliers la vie même de l'organisation.

Bien mieux, le bureau fédéral verra d'un mauvais œil un syndicat engager une grève, même s'il doit se débrouiller seul. Une révolte partielle peut suffire à

déclancher la guerre avec le patronat de l'industrie intéressée et entraîner un conflit général.

Le bureau fédéral, s'il est imbu des soucis administratifs, sera donc amené à peser sur la grève locale pour la faire cesser, de façon à empêcher le conflit de se généraliser, toujours par crainte de compromettre l'organisation.

La peur du risque aboutit peu à peu à l'inaction complète. Tout pour l'organisation ! Mais l'organisation avec sa fin en elle-même, c'est le néant.

L'*American Federation of Labor* a suivi peu à peu cette évolution. Les Allemands en ont fait autant. La grève récente des métallurgistes de Hambourg a été désavouée par le Comité central qui, malgré les bonnes raisons données par les grévistes, a fait reprendre le travail pour faire respecter la discipline et éviter le risque d'un lock-out général.

Je m'empresse de dire qu'en France les exemples d'une telle façon de faire sont extrêmement rares ; et jamais un bureau fédéral n'a fait sentir son autorité avec la brutalité du Comité central allemand de la métallurgie.

Mais il est fatal qu'un bureau fédéral, administré par des *professionnels*, hésite de plus en plus devant le risque d'une action quelconque.

Alors, aussi bien du côté des dirigeants patronaux que du côté des dirigeants ouvriers, on arrive à désirer l'établissement d'une cote mal taillée (sans avoir besoin du Parlement), qui d'une part assure aux industriels la paix sociale nécessaire à la prospérité de leurs affaires, et d'autre part assure aux salariés des avantages minimes, généralisés à toute la corporation.

Ainsi tendent à s'établir les *contrats collectifs*, soi-disant au profit des ouvriers syndiqués et fédérés (maintenus d'ailleurs dans l'obéissance aux conditions du contrat), et pour la plus grande tranquillité des fonctionnaires fédéraux.

Jusqu'ici, les essais de contrat collectif n'ont pas très bien réussi en France. Mais, si en ce pays l'agitation révolutionnaire n'a pas été bridée, c'est que jusque dans ces dernières années, les fédérations n'ont pas été gouvernées par des fonctionnaires, c'est-à-dire par des pro-

fessionnels installés à demeure, sauf certaines corporations, comme le Livre, où la centralisation et l'autorité ont souvent exercé leurs funestes effets.

Autrefois, il n'en était pas de même. Les ressources de la fédération étaient trop faibles pour rémunérer ou pour rémunérer suffisamment les militants de bonne volonté. Ceux-ci donnaient leurs efforts avec l'enthousiasme de gens qui se donnaient eux-mêmes, puis ils se retiraient pour céder la place à d'autres.

Aujourd'hui, la fonction de secrétaire fédéral est devenue un emploi stable, honorable et rémunéré. Les fonctionnaires fédéraux sont de hautes personnalités, même pour les journalistes. On comprend qu'ils n'aient pas toujours la même conception de leur besogne et de la propagande que les militants anarchistes. Ils professent encore un révolutionnarisme verbal, mais c'est pour la galerie.

Il s'agit pour eux de maintenir les conditions de travail et d'empêcher tout ce qui viendrait troubler l'équilibre de ces conditions. Sans le vouloir peut-être, ils assurent la paix sociale. En tout cas, ils ne s'occupent plus ni de la grève générale, ni de l'éducation des individus ; ce n'est pas de leur ressort.

Ces fonctionnaires ont le plus grand souci de leur responsabilité. L'organisation ne vaut pour eux que par le nombre des adhérents, le poids de la masse compacte qu'elle englobe, et les cotisations, qui ne sont jamais assez élevées.

Ils sont entraînés à favoriser le recrutement par des services de mutualité. Ils sont ensuite les prisonniers de ces adhérents, venus aux syndicats pour des avantages matériels.

Or, la meilleure et la plus réelle partie de ces avantages, celle qui donne un peu de liberté, a été conquise de haute lutte par une minorité remuante de risque-tout. La majorité peut et doit sans doute être préparée à ne pas s'offusquer des aspirations révolutionnaires et à les accepter, mais elle a peur de l'action ; elle n'est bonne qu'à voter.

Toute action offensive se fera donc en dehors d'elle, quelquefois malgré elle. Mais les minorités agissantes,

déjà noyées dans les effectifs sans cesse accrus des fédérations, ne doivent pas être étranglées par l'autorité du bureau fédéral.

Ces minorités fournissent les meilleurs militants, les plus actifs, les plus enthousiastes. A cause de ces qualités, ils arrivaient rapidement autrefois à la tête des organisations, qu'ils conduisaient à la bataille plutôt en meneurs qu'en chefs.

Il en serait de même aujourd'hui, si les enthousiasmes et les activités pouvaient se succéder sans relâche à la tête des fédérations, sans s'y maintenir en gouvernants.

Un personnel stable, au contraire, perd peu à peu contact avec la vie même des individus, des ouvriers œuvrant, comme disent nos amis de Genève. Il se défie des enthousiasmes, qu'il qualifie d'irréfléchis. Il tend de plus en plus à ne voir dans l'organisation que l'organisation.

En même temps, à cause même de sa stabilité, il impose sa volonté. Les plus actifs parmi les militants ou les plus remuants parmi les syndicats sont rebutés par les rappels à l'ordre, les conseils de haute politique, de patiente diplomatie, etc. On finit partout par se résigner à l'inaction.

Les hommes et les syndicats s'habituent à compter sur le bureau fédéral et à en attendre ordres et indications. Ils se reposent sur lui du soin de faire toute la besogne, même la plus infime.

L'inaction amène le découragement. Les fonctionnaires se plaignent d'une crise. Naturellement ils en accusent les autres.

Ces critiques ne s'adressent pas à tous les militants syndicaux. Combien ont dépensé, sans compter, leur temps, leurs forces et leur enthousiame dans la propagande. Ils n'ont eu que d'eux-mêmes, de leur propre satisfaction, la récompense de leur effort.

Mais d'autres, infatués de leur personne, cramponnés à leur fonction, se sont assagis en prenant de l'importance. Malheur à ceux qui troublent leur tranquillité.

Ils déclarent que les observations qu'on leur adresse ne sont que d'infâmes calomnies, destinées à flatter les

bas intérêts et l'égoïsme le plus vil de la masse, et que « cette campagne de dénigrement et de suspicion » à leur égard donne les plus désastreux résultats. Ainsi ils font d'une critique générale une querelle personnelle et injurieuse. Ils aboient pour donner le change.

***

Devons-nous donc désespérer du mouvement syndical ?

Nous ne le croyons pas. Il y aura toujours des périodes de dépression où la propagande sera difficile. Il faut se garder du découragement et continuer avec persévérance l'œuvre d'éducation.

Le mal vient surtout des grosses fédérations où s'installe peu à peu une centralisation et où les permanents trop stables prennent une autorité toujours pernicieuse. Les Bourses du travail et les petites fédérations échappent davantage à ce danger.

Et même dans les grosses fédérations ce danger est passager, car les minorités révolutionnaires sapent l'autorité des fonctionnaires assagis et finissent par s'en débarrasser. Nous l'avons vu dans le passé, nous le verrons dans l'avenir.

A nous de faire notre propagande dans la masse pour qu'elle ne supporte pas de chefs et qu'elle agisse par elle-même.

Imprim. La Productrice
— ASSOCIATION OUVRIÈRE —
51, Rue Saint-Sauveur, 51

Téléphone : 121-78

COLLECTION DE LITHOGRAPHIES

Capitalisme, par Commin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le dernier gîte du trimardeur,** par Daumont. — **L'Assassiné,** par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delanoy. — **Les Défricheurs,** par Agard. — **Les Bienheureux,** par Heibdrinck. — **La Jeune Proie,** par Lochard. — **Le Missionnaire,** par Willaume. — **Frontispice,** par Roubille. — **L'Homme mourant,** par L. Pissaro. — **Sa Majesté la Famine,** par Luce. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Provocation,** par Lebasque. — **Ceux qui mangent le pain noir,** par Lebasque. — L'édition ordinaire, **2 francs.**

Il ne reste plus qu'en nombre restreint: **L'Incendiaire,** par Luce — **Porteuses de bois,** par C. Pissaro — **L'Errant,** par X. — **Le Démolisseur,** par Signac. — **L'Aurore,** par Willaume. — **Les Sans-Gîte,** par C. Pissaro. — **On ne marche pas sur l'herbe,** par Hermann-Paul. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre,** par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **La Libératrice,** par Steinlein. — L'édition ordinaire, **3 francs.** Pour les éditions d'amateurs, s'informer au préalable, quelques-unes sont épuisées.

Aux petits oiseaux, par Willette, **10 francs.**

Reproduction des **Errants,** de Rysselberghe, édition ordinaire, **1 fr. 25;** sur japon, **3 fr. 50.**

Contre Biribi, album de 9 dessins de : Delannoy, Grandjouan, Luce, Maurin, Raïter, Rodo, Signac et Steinlen.

Une Rue de Paris en Mai 71, par Luce, tirée en souscription à 75 exemplaires, dont 15 sur Japon ; 7 francs ordinaire ; 10 francs sur japon.

Miséreux, par Naudin, même tirage, même prix.

Il ne reste plus qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

LITHOGRAPHIES EN COULEURS

Les Temps Nouveaux, Willaume, épuisé, une dizaine d'exemplaires à **5** francs; **La Charrue,** Pissaro, édition ordinaire, **2** francs ; d'amateur, **3** fr. **50**; **Drapeau rouge,** Luce, édition ordinaire, **2** francs ; d'amateur, **3** fr. **50** ; **La Mère,** Lebasque, édition ordinaire, **2** francs ; d'amateur, **3** fr. **50** ; **La Confession,** Hermann Paul, édition ordinaire, **2** francs ; d'amateur, **3** fr. **50.** — Ces lithos ont été tirées pour servir de frontispice aux volumes de notre supplément, mais peuvent s'encadrer, 37-28.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, **2** francs ; tirage d'amateur, **5** francs. Il en reste très peu des deux.

Album, contenant les 52 dessins parus dans la 11e année des *Temps Nouveaux*, dus au crayon de Agard, Bradberry, Couturier, W. Crane, Delannoy, Delaw, Gelner, Grandjouan. Hénault, Hermann-Paul, P. Iribe, Jossot, Kupka, Lebasque, Luce, B. Naudin, Robin, Roubille, Rysselberhe, Steinlein, Van Dongen et Willaume.

Prix : 5 francs; Franco : 6 francs.

LES "TEMPS NOUVEAUX" Paraissant tous les 8 jours avec un Supplément littéraire.
10 *cent. le numéro. — Administration :* **4, rue Broca.**
ABONNEMENT : France, un an, **6** fr.; Extérieur, **8** fr.

EN VENTE AUX "TEMPS NOUVEAUX"

Aux Jeunes Gens, par KROPOTKINE, couverture de ROUBILLE..... » 15
L'Education libertaire, par D. NIEUWENHUIS, couverture de HERMANN-PAUL » 15
Le Machinisme, par J. GRAVE, couverture de LUCE..... » 15
Pages d'histoire socialiste, par W. TCHERKESOFF..... » 30
A mon Frère le Paysan, par E. RECLUS, couverture de RAIETER..... » 15
Déclarations d'Etiévant, couverture de JEHANNET..... » 15
La Colonisation, par J. GRAVE, couverture de COUTURIER..... » 15
Entre Paysans, par E MALATESTA, couverture de WILLAUME..... » 15
L'Organisation de la Vindicte appelée Justice, par KROPOTKINE, couverture de J. HÉNAULT..... » 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. RECLUS et GUYOU, couv. de DAUMONT..... » 15
La Grève des Electeurs, par MIRBEAU, couverture de ROUBILLE..... » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, par J. GRAVE, couverture de SIGNAC... » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par LÉONARD, couv. de HEIDBRINCK. » 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par LÉONARD, couverture de VALLOTON. » 15
La Mano-Negra, couverture de LUCE..... » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la Lutte ouvrière, par NETTLAU, couverture de DELANNOY..... » 15
Anarchie-Communisme, par KROPOTKINE, couverture de LOCHARD (*épuisée*). » 15
Si j'avais à parler aux Electeurs, par J. GRAVE, couvert. de HERMANN-PAUL » 10
La Mano-Negra et l'Opinion française, couverture de HÉNAULT..... » 10
La Mano-Negra, dessins de HERMANN-PAUL..... » 40
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par DIDEROT, couverture de GRANDJOUAN..... » 15
L'Etat, son rôle historique, par KROPOTKINE, couverture de STEINLEN..... » 25
La Femme esclave, par CHAUGHI, couverture de HERMANN-PAUL..... » 15
Vers la Russie libre, par BULLARD, couverture de GRANDJOUAN..... » 45
Le Syndicalisme dans l'Evolution sociale, par J. GRAVE, couv. de NAUDIN. » 15
Les Habitations qui tuent, par Michel PETIT, couverture de Frédéric JACQUE. » 15
Le Salariat, par P. KROPOTKINE, couverture de KUPKA..... » 15
Evolution-Révolution, par E. RECLUS, couverture de STEINLEN (*épuisée*).... » 15
Les Incendiaires, par VERMESCH, couverture de HERMANN-PAUL..... » 15
La Vérité sur l'Affaire Ferrer, par Auguste BERTRAND, couverture de LUCE. » 10
Les Prisons, par KROPOTKINE, couverture de DAUMONT..... » 15
Sur l'Individualisme, par PIERROT, couverture de MAURIN..... » 15
L'Entente pour l'Action, par J. GRAVE, couverture de RAIETER..... » 15
Quelques Vérités économiques, par Louis BLANC, couverture de DISSY... » 10
Une des Formes nouvelles de l'esprit politicien, par Jean GRAVE, couverture de LUCE..... » 10
Travail et Surmenage, par M. PIERROT..... » 15
La Conquête des Pouvoirs Publics, par J. GRAVE, couverture de LUCE. » 10
Le Parlementarisme contre l'action ouvrière, par PIERROT et GIRARD, couverture de RODO PISSARO..... » 15
La Royauté du Peuple souverain, par PROUDHON, couverture de RAIETER.... » 10
Les Conditions du Travail dans la Société actuelle, par SIMPLICE..... » 10
L'Evangile de l'Heure, par BERTHELOT, couverture de JEHANNET..... » 15
Travail de l'Enfance dans les Verreries, par DELZANT, dessin GRANDJOUAN. » 15
Les Trois Complices (prêtre, juge, soldat), par R. CHAUGHI, dessin RAIETER. » 15
La Guerre, par Pierre KROPOTKINE, couverture de STEINLEN..... » 15
Contre la loi Millerand, par F. DELAISI, couverture illustrée..... » 15
L'Hygiène des Nourrissons, par M. PETIT, dessin de SIGNAC..... » 15
A bas les Chefs, par DÉJACQUES..... » 15
Les Scientifiques, par Jean GRAVE, couverture de HERMANN-PAUL..... » 10
La Loi et l'Autorité, par KROPOTKINE, couverture d'ANGRAND..... » 15
Le Militarisme, par DOMELA NIEUWENHUIS..... » 15
Contre la Folie des Armements, par Jean GRAVE, couverture de LUCE... » 15
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par P. KROPOTKINE, couv. MAURIN » 15
L'Education de demain, par C. A. LAISANT..... » 15
Socialisme et Syndicalisme, par M. PIERROT..... » 15